



On fait quoi le 17 septembre ?

**Pour l'avenir de la DGFIP et de la Fonction Publique,
Pour nos salaires et nos emplois,
Pour la justice sociale**



Le Comité Technique de Réseau (CTR) du 18 juin et nombre de groupes de travail (GT) programmés ne laissent aucun doute quant à la reprise des chantiers de démantèlement de la DGFIP.

Il s'agit d'une attaque généralisée sur toutes nos missions et nos structures. À cet effet une direction de projet «Nouveau réseau de proximité » a été spécialement créée à la DGFIP.

Des fermetures supplémentaires de centaines de structures sont d'ores et déjà programmées dès septembre (fusions, disparitions...). Dans le Val d'Oise, 9 trésoreries disparaîtront purement et simplement en 2022 (Marines depuis septembre 2020, Beaumont-sur-Oise, Eaubonne, Luzarches, Ecoeu, Ezanville, Louvres, Gonesse, Villiers-le-Bel) en sachant que 18 ont déjà fermé depuis 2005.

Le paiement des impôts chez les buralistes a été généralisé cet été, c'est la privatisation d'une mission publique. C'est l'externalisation vers le privé du recouvrement du budget de l'État, la fin de la discrétion professionnelle et de l'étude personnalisée des dossiers pour difficultés de paiement.

Manque de personnels, restructurations incessantes, missions d'accueil sous dimensionnées ou « industrialisées », services de pleine compétence fragilisés ou supprimés, attaques en règle contre la séparation ordonnateur-comptable ou le contrôle fiscal, etc., la crise sanitaire a aggravé une situation déjà inacceptable.

Aujourd'hui chaque agent est menacé à court ou moyen terme, quels que soient ses fonctions et son lieu de travail. Ce gouvernement et la DG veulent faire le tri entre missions retenues comme « prioritaires » et celles dont elle veut se délester. Et ce sont les agents et la qualité de notre service public qui vont trinquer. Pour la CGT, toutes nos missions sont essentielles !

Une DGFIP répondant aux besoins de la société des agents passe notamment par l'arrêt des suppressions d'emplois et des embauches statutaires, l'abrogation de la loi de transformation publique, l'abandon des réformes visant à externaliser et limiter nos missions, dont le nouveau réseau de proximité et ses restructurations attendues, la valorisation de nos carrières et de nos qualifications, l'augmentation de la valeur du point d'indice au lieu de cette prime « covid » qui n'a pas changé fondamentalement notre sort et qui était là pour nous endormir et nous diviser.

Mais le gouvernement a refusé d'augmenter la valeur du point d'indice, le SMIC et les minimas sociaux et a préféré octroyer plus de 450 milliards d'euros d'aides au patronat sans contrepartie ni contrôle. Des entreprises qui distribuent des profits à ses actionnaires tout en licenciant à tour de bras. Et dans le plan de relance annoncé par le nouveau 1^{er} ministre, rien pour les salaires, notamment pour ceux que l'on a appelé les premiers de corvée, la deuxième ligne : caissières, salariés des commerces, aides à domicile, agents de sécurité alors qu'on a dit qu'ils étaient indispensables pour l'économie.

Il est donc urgent de changer de cap, pour renforcer les services publics, notre système de protection sociale, nos retraites, le droit du travail, notre statut Fonction Publique, pour revaloriser les salaires, baisser le temps de travail à 32h et investir dans les secteurs socialement et écologiquement utiles.

Financer une telle action publique est possible notamment par une réforme fiscale plus juste au bénéfice du travail plutôt que du capital. Pour la mettre en œuvre il faut des agents des finances publiques en nombre, formés, dont les qualifications sont reconnues, au sein de structures efficaces.

Face à l'obstination du gouvernement, mobilisons-nous massivement pour le contraindre à d'autres choix !

Toutes et tous en grève et en manifestations le 17 septembre (avec nos masques) !

Dès à présent, réunissons-nous et débattons pour décider ensemble d'une mobilisation dans la durée, pour construire le rapport de force nécessaire à la prise en compte de nos revendications !

SITE INTERNET : <http://www.dgfip.cgt.fr/95/>

PAGE FACEBOOK : <https://www.facebook.com/CGT-Finances-Publiques-95-1791486651172372/>